

Khouribga :

La problématique de développement d'une ville minière marocaine

M. Abdelaziz ADIDI

Introduction :

L'objectif de cette contribution n'est pas d'apporter une potion magique susceptible de résoudre les problèmes de la ville ou de la région, mais de poser les éléments d'une analyse – diagnostic de Khouribga et de mettre le doigt sur les principaux dysfonctionnements socio-spatiaux, et par conséquent poser la problématique d'aménagement et de développement d'une ville minière qui n'a pas réussi à s'imposer en pôle régional. Cette communication s'articulera autour de deux axes.

1-Histoire du processus d'urbanisation

Nul doute que Khouribga est une création de la mine et donc de l'Office Chérifien des Phosphates (O.C.P.). Avant 1921, la région était occupée par des populations semi-nomades pratiquant l'élevage et la céréaliculture extensive. Ce système productif micro-régional ne permettait pas l'émergence d'agglomération dans la mesure où des contraintes à la fois tribale, sociale, politiques économiques et physiques empêchaient toute concentration humaine.

Il fallait attendre la découverte et la mise en exploitation du premier point d'extraction pour que le processus de transformation de l'espace débute. L'O.C.P, créé par le dahir de 1920, a tout d'abord mis en place l'infrastructure nécessaire pour la production, le premier traitement et l'évacuation du minerai ; il fallait amener l'eau, l'électricité, tracer des pistes, des routes et surtout la voie de chemin de fer.

En fait, le premier centre créé par l'O.C.P fut Boujniba en 1921 à proximité de la première recette ouverte (Point d'extraction). Mais en 1924, la direction de la compagnie minière décida d'abandonner Boujniba pour installer près de la côte 791 les services extérieurs et l'administration de la mine. L'emplacement choisi fut appelé « Khouribga » du nom que les nomades lui donnaient ; Le mot dérive de la racine « Kharab » qui signifie en arabe « mine »

ou encore « démolition ». En effet, a cet endroit la surface était percée de trous naturels dus au mode d'érosion particulier des surfaces calcaires.

La même année, l'O.C.P décida de créer la cité des cadres « le village » pour loger le personnel européen. Les ouvriers autochtones, des nomades à l'origine, logeaient dans des tentes et des huttes en roseau. S'apercevant de l'instabilité de la main d'œuvre locale peu habituée au travail forcé de la mine, l'O.C.P décida alors de créer trois cités ouvrières en même temps sur les lieux-dit : Khouribga – Boujniba – et Boulanouar tout en procédant au recrutement d'une main d'œuvre lointaine.

Le centre de Khouribga s'étend rapidement à partir de 1924, car de nouvelles installations de surface se construisent, les groupements des Noualas et des tentes connaissent une grande extension. Le centre de Hattane est construit en 1948 pour abriter au départ les ouvriers « turbulents » « non désirables » (rappelons que le syndicalisme a fait sa première apparition au Maroc dans les mines de Khouribga en 1936, il a été introduit par les ouvriers européens).

Quoi qu'il en soit, la vie dans les quatre centres miniers était étroitement contrôlée par l'O.C.P. On vivait à l'intérieur du système O.C.P même en dehors des heures de travail. De simple producteur de phosphate, l'Office s'est donc trouvé promoteur immobilier, responsable de la santé publique et de l'enseignement, épicier-coopérateur, boucher, coiffeur, animateur de soirées culturelles et jusqu'à une date récente propriétaire de l'édifice du consulat de France.

Le monopole à la fois économique, social et culturel de l'O.C.P dans les quatre cités ouvrières s'est développé précisément à une époque où de semblables situations devenaient impossibles en Europe, et particulièrement en France.

Depuis le début de l'exploitation du gisement, des quatre cités ouvrières, c'est Khouribga qui connut une extension urbaine rapide et à cela, il y a plusieurs raisons :

1) L'O.C.P a privilégié dès 1924 Khouribga en y installant la majorité des équipements techniques et administratifs de la mine.

2) Khouribga bénéficiait d'équipements structurants dont les autres cités ne bénéficiaient pas, comme le chemin de fer, la route principale Casa-Tadla, etc.

3)Khouribga abritait les cadres européens ce qui a nécessité le développement d'activités commerciales modernes.

4)Khouribga a été également choisi pour abriter les édifices publics comme le commissariat, la gendarmerie, les P.T.T , la perception des impôts...

Jusqu'à la fin des années cinquante, l'urbanisation obéissait plus ou moins aux lois imposées par l'O.C.P, même si la prolifération de l'habitat précaire (type Noualâs et tentes) autour des cités ouvrières et des points d'extraction date de la période des années 1930. Ces groupements d'habitations abritaient principalement des mineurs et leurs proches immédiats en attente d'obtenir un logement O.C.P.

Durant les années cinquante, l'O.C.P entreprit de pousser la production à son maximum. Pour cela, il fallait déplacer le centre de gravité des exploitations. De nouvelles découvertes furent mises en service avec de nouvelles usines de traitement. Avec Beni Idir et Sidi Daoui, Khouribga n'a plus le monopole du traitement des phosphates.

Au niveau de l'espace, Khouribga subissait d'importantes transformations. Les quelques douars¹ périphériques furent démolis en 1955 et leurs habitants furent relogés dans la nouvelle médina du Séchâge. Au total, les effectifs de l'O.C.P à Khouribga ont atteint en 1960 près de 9435 agents pour une population de près de 40 mille habitants à Khouribga et de 20 mille dans les trois autres centres miniers.

Ce qu'il faut dégager de ces brèves indications historiques, c'est l'importance de l'O.C.P dans l'histoire de la ville, tant par sa capacité d'emploi, ses moyens financiers, sa politique de logement. On peut dire que l'O.C.P a été le créateur et le moteur de la ville. Mais dès le début des années 1950, la population urbaine de Khouribga allait connaître un accroissement dépassant de loin les capacités d'absorption de la mine. De 1952 à 1960 Khouribga double sa population et passe en tête des villes marocaines ayant réalisé un très fort taux de croissance, soit pratiquement 100%. A cela on peut avancer plusieurs raisons :

- l'achèvement de la sédentarisation des nomades de la région,
- le recul de la mortalité,
- l'apport migratoire,
- la fixation définitive d'une partie non négligeable des retraités.

À partir de 1960, on assiste au passage d'un accroissement démographique à prépondérance migratoire à un accroissement à prépondérance naturelle. Le regroupement familial et recul de la mortalité infantile y sont pour

beaucoup. En 1959, Khouribga est promu au rang de Municipalité, puis à celui de chef-lieu de Province en 1967. La ville a atteint une population de près de 73.000 habitants en 1971, puis 127.000 en 1982, et 153.000 en 1994.

Parallèlement, le mouvement d'embauche prend un rythme beaucoup moins rapide qu'auparavant puisque de 1960 à 1984, le personnel O.C.P dans le bassin de Khouribga n'est passé que de 9.435 à 11.723 agents, soit une augmentation de 24% en 24 ans alors que la production a plus que doublé durant le même laps de temps. Il faut dire que la période des grandes opérations de propagande dans le sud marocain pour l'embauche est révolu. On assiste en effet, à des mutations profondes de l'économie phosphatière. L'O.C.P adopte de nouvelles stratégies capitalistes de développement pour échapper aux aléas de la conjoncture internationale, le marché mondial des phosphates étant caractérisé par une concurrence acharnée, principalement entre le Maroc et les U.S.A. Les super-phosphatiers américains fortement mécanisés et fortement intégrés horizontalement et verticalement écoulent leur production à des prix de « dumping ». Pour être plus compétitif sur le marché international et pour garantir un maximum de profit, l'O.C.P opte pour la mécanisation accrue des opérations de production, de traitement, de manutention et de transport. Les méthodes d'extraction du phosphate dans la zone de Khouribga ont beaucoup évolué et tendent vers l'utilisation d'une technologie de plus en plus avancée. L'exploitation souterraine cède le pas devant l'exploitation à ciel ouvert. L'utilisation de grands engins permet, certes, de réduire les frais de 35 à 40%, de rendre plus compétitifs les phosphates marocains face à la concurrence acharnée des phosphates américains et ceux d'autres pays du Tiers Monde nouvellement arrivés sur le marché, mais elle atténue le rôle social de l'O.C.P et l'utilisation de la main d'œuvre dans un pays qui souffre du chômage et du sous emplois.

La mécanisation constitue par ailleurs, un élément de renforcement de la dépendance technologique et financière de l'O.C.P vis à vis de l'étranger, notamment des firmes américaines productrices de draglines, camions géants et autres engins. Enfin l'utilisation intensive des draglines dans les découvertes de Khouribga détruit à jamais la partie arable du sol qui se trouve emportée et refoulée à l'intérieur des couches stériles interdisant par la même la naissance dans l'avenir d'une économie agricole dans la région.

En ce qui concerne l'emploi, l'O.C.P est devenu très exigeant en matière de main d'œuvre qualifiée.

Parallèlement au processus de mécanisation, l'O.C.P tente de diversifier ses activités hors de la filière phosphatière, dans l'ingénierie, les banques et la finance, l'industrie minière non phosphatière, le transport maritime, l'hôtellerie.

Mais le plus important est la nouvelle politique de l'O.C.P. visant à maîtriser la filière phosphatière. La politique de valorisation du minerai au Maroc, encouragée par la flambée des prix de 1973, a donné naissance à une industrie chimique phosphatière lourde à Safi sur la côte atlantique. L'acide phosphorique produit est directement acheminé vers l'étranger. On assiste donc à un « détournement de la rente phosphatière » au profit d'autres secteurs, et surtout d'autres régions avec les complexes de Safi, d'El Jadida et l'ouverture et l'extension d'autres gisements (Benguerir et Boucraâ).

Il y a donc amoindrissement du rôle économique et social de la mine dans le développement de Khouribga, d'autant que, depuis plus de soixante dix ans, l'exploitation du gisement se fait sans valorisation locale du minerai. Plus important encore, aucune entreprise susceptible de fournir des biens et des services à l'O.C.P ne s'est localisée dans le bassin. Les effets positifs réels de la mine sont apparus sur la côte atlantique à Casablanca, Safi et El Jadida.

Cet affaiblissement du rôle économique et social du bassin nous amène à constater que le développement économique ne s'effectue pas au rythme rapide de l'urbanisation, ce qui s'est traduit :

-Sur le plan démographique, par un accroissement considérable de la population non minière, la mine étant devenu incapable d'absorber l'ensemble des actifs, d'où le développement d'un chômage urbain latent et d'une économie dite de « survie » ou encore informelle malgré le développement de la fonction administrative et de l'appareil commercial. Face au peu d'espoir d'obtenir un emploi dans la mine, de nombreux actifs inoccupés ont émigré vers l'étranger ou se sont convertis dans des activités de maigres revenus tantôt légales, tantôt illégales. Le phénomène est accentué l'environnement rural de Khouribga et la fréquence des sécheresses qui amènent vers la ville de nombreux petits paysans ou ouvriers agricoles chassés par les conditions difficiles de l'agriculture.

-Au niveau social, l'affaiblissement du rôle de la mine s'est traduit par une forte hiérarchisation de la population urbaine. Les agents O.C.P et leurs familles immédiates paraissent aux yeux de nombreux citoyens comme une minorité de privilégiés. Les cadres de l'O.C.P qui constituent une véritable

caste dans l'élite urbaine vu leurs revenus et leurs avantages sociaux : villa, voiture de service, vacances, soins. En d'autres termes le gouffre qui sépare les plus démunis des plus aisés s'accroît de jour en jour.

-Au niveau de l'espace enfin, l'urbanisation des trente dernières années s'est concrétisée par une forte compartimentation et hiérarchisation de l'espace. L'extension urbaine hors O.C.P a donné à la ville une double structure spatiale :

- une zone urbaine O.C.P située au sud de la voie ferrée
- une zone urbaine hors O.C.P située au nord de la voie ferrée, composée de bidonvilles, de quartiers « clandestins » en dur et de quelques lotissements réglementaires (publics ou privés).

Ainsi donc, la ville de Khouribga s'organise autour de deux centres :

- un centre O.C.P plus moderne, plus européen□;
- un centre hors O.C.P ressemblant à une médina avec ses petits commerces, ses Kissarias², etc.

De tout ce qui précède, on peut déduire que Khouribga perd petit à petit ses spécificités de ville minière (contrairement à Boulanouar et Hattane qui demeurent fortement enclavées). L'O.C.P se trouve prisonnier de deux logiques□:

- une logique sociale qui consiste à gérer une main d'œuvre et une population urbaine d'une part et un patrimoine foncier et immobilier énorme d'autre part□;
- une logique capitaliste qui consiste à mener une politique de réduction des coûts de production et ce au détriment du facteur social.

Ces éléments peuvent être interprétés comme les indicateurs, ou les symptômes, d'une crise urbaine profonde de Khouribga touchant tous les niveaux de la vie : crise urbanistique, crise économique, crise sociale et crise de gestion municipale.

2- □ Facteurs et symptômes des dysfonctionnements socio-spatiaux :

La crise du bassin phosphatier de Khouribga s'explique en grande partie par la faible intégration de l'activité minière dans son environnement économique social et territorial ; cet état de fait résulte du détournement de la rente minière au profit d'autres secteurs et d'autres régions, mais aussi de

l'incapacité de la mine à drainer aussi bien en amont qu'en aval des activités complémentaires.

Pierre Noël Giraud³ dans « Géopolitiques des ressources minières » écrit : « Dans le Tiers-Monde, l'industrie minière exportatrice n'a, par elle-même, que des effets d'entraînement économique limités, quand elle ne provoque pas une urbanisation déstructurante pour l'environnement rural. L'essentiel de ses effets potentiels positifs passe par les revenus qu'elle procure à l'Etat, revenus qui ont leur contre partie en devises ».

Le résultat est que l'urbanisation s'effectue sans développement équivalent des capacités productives locales, d'où la situation de déclin que connaît la ville et toute la région d'une manière générale. Les symptômes de ce déclin, nous les retrouvons dans la démographie, l'habitat et l'urbanisme, l'économie, le social et l'environnement.

1-En ce qui concerne la dynamique démographique :

L'évolution démographique de la ville de Khouribga peut être scindée en 3 étapes distinctes :

- 1921 – 1960 : une période de croissance démographique à prépondérance migratoire, caractérisée par une forte pression exogène. L'emploi de la mine drainait des populations aussi bien locales, régionales que lointaines (souss, Anti Atlas, etc). Les taux d'accroissement enregistrés par Khouribga avant 1960 ont toujours été largement supérieur à la moyenne nationale :

	1936 – 52	1952 – 60
Khouribga	5,4%	8,3%
Urbain national	4%	4,8%

La part de l'apport migratoire a représenté plus de 75% de l'accroissement démographique pendant 40 ans, de 1921 à 1960.

- 1960 – 1982 : une période de croissance démographique à prépondérance naturelle caractérisée par une forte pression endogène grâce à la chute du taux de mortalité et à l'amélioration du taux de fécondité, mais aussi en raison de l'achèvement du processus de regroupement familial. Les taux d'accroissement enregistrés durant cette période étaient toujours importants :

1960 – 1971 :	5,51 %
1971 – 1982 :	5,09 %

Le taux élevé de 1960–1971 s’explique en partie par la promotion de Khouribga en chef lieu de province.

- Depuis 1982 : une période de ralentissement, voire de déclin démographique. En effet, le R.G.P.H.⁴ de 1994 a révélé un taux d’accroissement des plus faibles jamais enregistré, soit seulement 1,5%, largement inférieur au taux de croissance enregistré au niveau national qui est de l’ordre de 2,06% pour l’ensemble du Maroc et de 3,6% pour le Maroc urbain.

Cette nouvelle tendance démographique s’explique certes par un ralentissement de l’accroissement naturel mais surtout par un fort mouvement d’exode vers d’autres régions et surtout vers l’étranger, plus particulièrement vers l’Italie. Ainsi donc, Khouribga n’arrive plus à retenir sa propre population d’origine.

2) Pour les structures sociales :

Pendant longtemps, la population urbaine de Khouribga était marquée par l’opposition entre deux grands groupes sociaux :

- la population minière;
- la population non minière.

La première paraissait aux yeux de la seconde comme une « caste » de privilégiés vus les avantages sociaux et matériels dont elle bénéficiaient : logement, couverture sociale, fort pouvoir d’achat, facilité d’accès aux équipements collectifs, etc.

La seconde, était hétéroclite composée essentiellement de fonctionnaires de l’Etat et de la municipalité ainsi que des commerçants de la ville et des immigrants sans emploi régulier. Chaque groupe a fonctionné d’une manière fermée sur lui-même en développant ses propres mécanismes de régulation, sa propre structuration et sa propre hiérarchisation.

Aujourd’hui sous l’effet du désengagement de l’O.C.P. de la gestion urbaine et de sa nouvelle politique sociale qui consiste à liquider son patrimoine immobilier et à réduire ses dépenses non économiques, le volume de la

population minière tend à baisser et perd beaucoup de ses avantages et de ses privilèges, d'où le processus de dégradation de leur niveau de vie et donc de nivellement des deux types de population.

Au niveau de l'emploi, l'incapacité de la mine à absorber l'ensemble des demandeurs d'emplois combinés à la quasi-absence d'activités alternatives font que le chômage urbain enregistre des taux nettement supérieurs à ceux enregistrés sur le plan national. En 1998 le taux de chômage du Maroc urbain était de 19,1 %, le taux de chômage urbain pour toute la province de Khouribga était de 19,8 %.

Les dysfonctionnements du marché local de l'emploi font que le secteur informel et l'émigration à l'étranger prennent une dimension phénoménale. Aujourd'hui les transferts des M.R.E.⁵ contribuent pour beaucoup à l'urbanisation et à la dynamique économique locale de Khouribga.

3) En ce qui concerne l'habitat et de l'urbanisme :

La bipolarisation sociale s'est traduite dans l'espace par une dichotomie urbaine, ce qui a fait de Khouribga pendant longtemps deux villes jumelles séparées par la voie ferrée l'une minière au sud conçue et construite par l'O.C.P., l'autre libre et plus ou moins spontanée située au nord. Aujourd'hui, sous l'effet du déclin du rôle de l'O.C.P. la ville s'homogénéise mais garde sa double structure spatiale.

L'incapacité de l'O.C.P. à loger l'ensemble de son personnel ainsi que la forte pression démographique des années 1950, 1960 et 1970 ont réorienté l'urbanisation vers la zone hors O.C.P. d'où l'émergence de nouvelles formes d'habitat dans la plupart des cas précaires et insalubres. C'est le cas du bidonville Douar Sekka qui était considéré comme l'un des plus importants sur le plan national, mais aussi d'autres poches de pauvreté dispersées à la périphérie immédiate de la ville : Douar Benjelloun, Douar Zitoune, etc. En 1984 les bidonvilles représentaient 17 % du parc logement de Khouribga et abritaient plus de 20 % de la population urbaine, sans compter les bidonvilles à usage commercial.

Le second phénomène qui a profondément marqué le paysage urbain est le développement d'un marché foncier et immobilier clandestin : il s'agit de l'émergence des quartiers non réglementaires en dur.

Aujourd'hui, il faut reconnaître que les formes d'habitat précaires ont beaucoup reculé en raison de la mise en œuvre de nombreux programmes de résorption et de restructuration, mais la menace de régénération et de prolifération demeure.

4) Pour l'économie locale :

L'absence d'une articulation entre l'économie minière et l'économie non minière, ainsi que le faible impact de celle-ci sur le développement local font que Khouribga repose sur une base économique faible et fragile.

L'emploi industriel ne dépasse pas le millier d'emplois - y compris le B.T.P -. L'industrie de transformation employant plus de 50 personnes se limite à 3 unités : la minoterie et 2 unités de confection. Le secteur industriel n'occupe pas plus de 1 % des actifs de toute la province.

Par contre le secteur tertiaire domine de loin la structure de l'économie urbaine ; l'administration, le commerce, le transport et les autres services emploient plus de 55 % de la population active.

Quant au secteur informel qui est difficile à définir et à quantifier mais on peut estimer qu'il fait vivre une frange non négligeable de la population urbaine et joue un rôle très important dans la redistribution des revenus des ménages.

Notons par ailleurs que la crise de l'économie urbaine est à l'origine du fort mouvement d'exode vers l'Europe, qui aujourd'hui constitue la seule alternative d'échapper au chômage pour la majorité des jeunes.

5) L'environnement :

Le mot « environnement » est ici pris dans le sens large pour englober aussi bien le milieu naturel que le cadre bâti. Car la dégradation de l'environnement est multiforme et touche de nombreux secteurs comme :

- 1-la destruction des terres arables par l'exploitation minières□;
- 2-le dégagement des poussières des usines de traitement de l'O.C.P., ce qui peut être à l'origine de nombreuses maladies respiratoires□;
- 3-la destruction de la forêt domaniale d'eucalyptus qui était conçue pour servir d'écran de protection de la ville□;
- 4-la dégradation du cadre bâti de l'O.C.P. à cause du manque d'entretien, notamment dans la cité des cadres□;

5-la défiguration du paysage architectural dans les cités ouvrières à cause des transformations réalisées par les acquéreurs de logements cédés par l'O.C.P., ce qui entraîne la perte de leur valeur architecturale et urbanistique (l'urbanisme culturaliste de Prost et l'urbanisme progressiste d'Ecochard)¹;

6-l'absence d'espaces verts dans de nombreux quartiers de la ville et, quand ils existent, ils sont mal entretenus et mal gardés.

Conclusion :

Tous ces symptômes de crise et tous ces dysfonctionnements doivent inciter les acteurs locaux à réfléchir à une nouvelle stratégie d'aménagement et de développement de la ville et de la région car dans un monde globalisé et un Maroc plus ouvert aux échanges internationaux l'avenir appartiendra aux villes les plus compétitives et les plus attractives.

Notes

¹ Groupement d'habitations rurales

² Une « Kissaria » est un centre commercial propre à la médina Marocaine, qui peut être l'équivalent du bazar au Moyen Orient.

³ Pierre Noël Giraud : « Géopolitique des ressources minières » édition economica Paris 1984.

⁴ R.G.P.H : Recensement Général de la Population et de l'Habitat.

⁵ M.R.E. : Marocains Résidants à l'Etranger.